

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1324^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (lien vers la fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (lien vers l'arrêt)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
ALBANIE	<i>Manushaqe Puto et autres</i> <i>Driza</i> (groupe)	Lien Lien	17/12/2012 02/06/2008	Non-exécution de décisions internes définitives, judiciaires et administratives, relatives au droit des requérants à la restitution ou à l'indemnisation de biens immobiliers nationalisés durant le régime communiste.	Décision	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Ilgar Mammadov</i> <i>Ilgar Mammadov (n° 2)</i>	Lien Lien	13/10/2014 05/03/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner le requérant pour avoir critiqué le gouvernement, en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Pas de décision adoptée	Lien
BELGIQUE	<i>L.B.</i> (groupe) <i>W.D.</i> (arrêt pilote)	Lien Lien	02/01/2013 06/12/2016	Problème structurel concernant la prise en charge des personnes atteintes de troubles mentaux et détenues en milieu carcéral.	Décision	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'inéligibilité des personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) à se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Décision	Lien
BULGARIE	<i>Yordanova et autres</i> (groupe)	Lien	24/09/2012	Expulsion de personnes d'origine rom ¹ , sur la base d'une législation n'exigeant pas d'examen approprié de la proportionnalité de la mesure.	Décision	Lien
FRANCE	<i>M.A.</i>	Lien	02/07/2018	Scolarisation discriminatoire d'enfants d'origine rom dans des écoles spéciales dédiées aux enfants ayant des besoins spécifiques ou souffrant d'un handicap mental ou social.	Décision	Lien
GÉORGIE	<i>Tsintsabadze</i> (groupe)	Lien	18/03/2011	Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements ; recours à la force excessif par la police lors d'arrestations ou en détention.	Décision	Lien
GRÈCE	<i>Chowdury et autres</i>	Lien	30/06/2017	Réponse inadéquate à la traite des êtres humains due à l'exploitation de la vulnérabilité de travailleurs migrants non autorisés.	Décision	Lien
GRÈCE	<i>Nisiotis</i> (groupe)	Lien	20/06/2011	Surpopulation carcérale et autres mauvaises conditions de détention.	Décision	Lien
HONGRIE	<i>Gubacs</i> (groupe)	Lien	28/09/2011	Traitements inhumains ou dégradants par des policiers et/ou absence d'enquête effective à cet égard.	Décision	Lien
IRLANDE	<i>McFarlane</i> (groupe)	Lien	10/09/2010	Absence de recours effectif au titre de la durée excessive des procédures judiciaires.	Décision	Lien
ITALIE	<i>Ledonne (n° 1)</i> (groupe)	Lien	12/08/1999	Durée excessive des procédures devant les juridictions pénales.	Décision	Lien
LITUANIE	<i>L.</i>	Lien	31/03/2008	Absence de législation régissant les conditions et les procédures relatives au traitement médical de changement de sexe.	Décision	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Genderdoc-M</i>	Lien	12/09/2012	Interdictions injustifiées de marches en faveur des droits des homosexuels ; absence de recours effectifs ; discrimination sur la base de l'orientation sexuelle.	Décision	Lien
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	Violations liées aux opérations de remise secrètes de la CIA.	Décision	Lien
POLOGNE	<i>P. et S.</i>	Lien	30/01/2013	Manquement à l'obligation de fournir à une mère et sa fille mineure un accès effectif à des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal ; divulgation des données personnelles des requérantes et détention illégale de la requérante mineure.	Décision	Lien
ROUMANIE	<i>Străin et autres</i> (groupe) <i>Maria Atanasiu et autres</i>	Lien Lien	30/11/2005 12/01/2011	Ineffectivité du mécanisme mis en place afin de permettre la restitution de ou l'indemnisation pour les propriétés nationalisées.	Décision	Lien

¹ Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative, et non pas une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1324^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (lien vers la fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (lien vers l'arrêt)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i>	Lien	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Décision	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Khashiyev et Akaieva</i> (groupe)	Lien	06/07/2005	Action des forces de sécurité, principalement en République tchétchène (effectivité des enquêtes).	Décision	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Roman Zakharov</i> (groupe)	Lien	04/12/2015	Défaillances du cadre juridique régissant les interceptions des communications de téléphonie mobile.	Décision	Lien
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre	Décision	Lien
TURQUIE	<i>Dink</i>	Lien	14/12/2010	Manquement des autorités à leur obligation de protéger le droit à la vie et la liberté d'expression d'un journaliste.	Décision	Lien
TURQUIE	<i>Incal</i> (groupe) <i>Gözel et Özer</i> (groupe) <i>Altuğ Taner Akçam</i> (groupe) <i>Nedim Şener</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien	09/06/1998 06/10/2010 25/01/2012 08/10/2014	Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression, notamment en raison de condamnations pénales. Détention provisoire excessive et injustifiée de journalistes d'investigation	Décision	Lien
TURQUIE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Décision	Lien
TURQUIE	<i>Xenides-Arestis</i> (groupe)	Lien Lien (satisfaction équitable)	22/03/2006 23/05/2007	Refus continu opposé aux requérants d'accéder à leurs biens situés dans la partie nord de Chypre	Décision	Lien
UKRAINE	<i>Gongadze</i>	Lien	08/02/2006	Assassinat d'un journaliste et absence d'enquête effective.	Décision	Lien
UKRAINE	<i>Khaylo</i> (groupe)	Lien	13/02/2009	Diverses violations liées à l'indépendance et l'impartialité des juges ; ingérence de l'exécutif dans le judiciaire ; procédure disciplinaire inéquitable contre un juge.	Décision	Lien
UKRAINE	<i>Kaverzin</i> <i>Afanasyev</i> (groupe) <i>Karabet et autres</i> <i>Belousov</i>	Lien Lien Lien Lien	15/08/2012 05/07/2005 17/04/2013 07/02/2014	Mauvais traitements/torture par la police et absence d'enquête effective.	Décision	Lien